



GILLES GRAPINET

Directeur de cabinet auprès de Thierry Breton, ministre de l'Economie et des Finances, ancien conseiller pour les affaires économiques et financières au cabinet du Premier ministre

Jeudi 8 décembre 2005, 20 h 00



Club de réflexion

SOMMAIRE

Introduction	3
Notre invité	3
Les sujets de l'actualité économique française	4
1.1 Privatisation des autoroutes : « brader le patrimoine ? »	4
1.2 Ouverture du capital de EDF	4
1.3 Contrat nouvelles embauches (CNE) et baisse du chômage.....	4
1.4 Le drame de la rentrée : le naufrage évité de la SNCM (société nationale Corse-Méditerranée).....	4
1.5 Vie à Bercy.....	5
1.6 Budget 2006.....	5
1.7 Dette de l'Etat.....	5

INTRODUCTION

Le club de réflexion **STRATEGIES FRANCAISES**, fondé en 1997, cherche à rendre la République aux citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange public.

Les échanges sont animés par Xavier Fos.

NOTRE INVITE

Gilles Grapinet est inspecteur des Finances ; il a été conseiller pour les affaires économiques et financières à Matignon pendant les gouvernements Raffarin (Francis Mer, Nicolas Sarkozy à Bercy).

Il a été nommé directeur de cabinet auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie lors du départ de Nicolas Sarkozy de Bercy. Il a travaillé avec Hervé Gaymard puis aujourd'hui avec Thierry Breton.

Autant dire qu'avec tous ces changements de ministres, Gilles Grapinet a assuré la continuité de la gestion de l'économie au sein du gouvernement.

LES SUJETS DE L'ACTUALITE ECONOMIQUE FRANÇAISE

1.1 Privatisation des autoroutes : « brader le patrimoine ? »

- Des recettes qui pourraient aller de 12 à 15 milliards d'euros
- Le gouvernement possède 3 blocs de contrôle :
 - ✓ 50,3 % d'ASF (Vinci seul candidat en lice)
 - ✓ 75,7 % de Sanef
 - ✓ 70,2 % d'APRR
- Le gouvernement se réserve de ne pas privatiser une, deux, voire les trois sociétés s'il estime les prix insuffisants.
- Processus d'enchères retenu par Bercy, résultat début décembre 2005

1.2 Ouverture du capital de EDF

- Mise en Bourse de 15 % du capital d'EDF
- Engagements demandés concernant les missions de service public

1.3 Contrat nouvelles embauches (CNE) et baisse du chômage

- Jacques Chirac a parlé de modèle social à Hampton Court (conséquences de la mondialisation) en octobre 2005,

1.4 Le drame de la rentrée : le naufrage évité de la SNCM (société nationale Corse-Méditerranée)

- Intervention de l'armée contre les grévistes « mutins » du Pascal Paoli, le 28 septembre
- 1,2 milliards d'euros engloutis depuis 1991 (sous couvert de la continuité territoriale)
- 6 présidents successifs pour ne pas remédier aux sureffectifs, productivité déplorable, navires trop coûteux, service commercial qui maltraite les passagers...
- Le laisser-faire face au Syndicat des Travailleurs Corses qui voulait une « corsisation » des emplois
- En 2004, 29,7 millions d'euros de pertes d'exploitation pour un chiffre d'affaires de 193 millions.

-
- Privatisation défausse sur Butler Capital Partners (gérée par le préfet de PACA)
 - La cessation de paiement évitée, l'Etat décide de rester actionnaire minoritaire

1.5 Vie à Bercy

- Aujourd'hui : Thierry Breton Ministre de l'Economie, Jean-François Copé, ministre délégué au budget
- Direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPE).
- En novembre 2004 : fusion de la direction du Trésor, de la Direction des relations économiques extérieures (DREE) et de la Direction de la prévision économique (DP). Le tout aujourd'hui dirigé par Xavier Musca.

1.6 Budget 2006

- Premier budget au format LOLF : 34 missions, 132 programmes. « Entrer dans une logique de gestion de la dépense publique, axée sur la performance et le résultat »
- Emploi : la priorité qui utilise toutes les marges de manœuvre, soit environ 4 milliards d'euros
- Le « bouclier » fiscal : aucun contribuable ne payera plus de 60% d'impôts directs (IR, ISF, impôts locaux)
- A Bercy, réduction du nombre de fonctionnaires : 2600 départs en retraite ne seront pas remplacés en 2006

1.7 Dette de l'Etat

- Prophétie de Mirabeau : « La dette publique fut le germe de la liberté » (provoque la chute de l'Ancien régime)
- Rapport Michel Pébereau : 2000 milliards ?

...et toutes les autres questions que vous souhaitez évoquer !

